

Après les élections, les États-Unis font face à des crises imbriquées

dimanche 13 décembre 2020 (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2020).

Trump a été battu mais moins largement que ce qu'espéraient les Démocrates. La politique que mènera Biden ne permettra pas de surmonter les crises américaines.

Sommaire

- [Une crise constitutionnelle ?](#)
- [Pourquoi Trump et les républic](#)
- [C'est maintenant Biden qui \(...\)](#)



Un groupe de soutiens à Joe Biden avec une banderole « Les migrants doivent pouvoir rester ici ».
Crédit Photo © Sdkb / Wikicommons

Début décembre, le Covid-19 tue 3 000 personnes par jour. Déjà 280 000 personnes sont mortes ; les prévisions indiquent que les trois prochains mois pourraient être les pires, avec peut-être jusqu'à 450 000 morts. L'administration fédérale sous la présidence de Trump a raté la production rapide de tests Covid, n'a pas fourni d'équipements de protection individuelle (EPI) et a diffusé des informations contradictoires. Les fonctionnaires des États et des hôpitaux se sont livrés à une compétition acharnée pour tenter de s'approvisionner. En conséquence, le personnel médical a reçu pour instruction de réutiliser les EPI (équipements de protection individuelle) conçus pour un usage unique ; beaucoup ont porté des sacs poubelle au lieu de blouses de protection. Les infirmières et leurs soutiens ont organisé des piquets de grève pour exiger une protection et un ratio patient-infirmier raisonnable. Lors de la première semaine d'octobre, l'organisation des infirmières National Nurses United (NNU) a estimé que plus de 1 700 travailleurs de la santé étaient morts du virus.

La pandémie a compliqué les élections fédérales américaines de 2020. Malgré les difficultés liées à l'organisation d'une opération aussi massive dans un tel contexte, un organe de surveillance fédéral a qualifié cette élection comme « la plus sûre de l'histoire américaine ». Peu de temps après cette annonce, qui ne correspondait pas au récit de Trump, le responsable qu'il avait lui-même nommé à la tête de la cybersécurité électorale, Christopher Krebs, a été limogé.

Tout au long de sa campagne, Trump a organisé des rassemblements de « super-contaminateurs » où peu de précautions ont été prises. Il a qualifié le vote par correspondance de moyen idéal de « voler » l'élection et a insisté sur le fait que pour être transparents, les résultats devaient être

annoncés le soir des élections. Il a mobilisé sa base pour peser sur les électeurs devant les bureaux de vote, ce qui est illégal, et également encouragé ses fidèles à contester de manière agressive les bulletins de vote au fur et à mesure qu'ils étaient comptés.

Trump a précipité une troisième nomination à la Cour suprême des États-Unis, celle d'Amy Coney Barrett qui s'est faite juste avant les élections. Cela était nécessaire, a expliqué Trump, car le tribunal pourrait avoir besoin de se prononcer sur une élection contestée.

Une crise constitutionnelle ?

Beaucoup avaient prédit que ses menaces de déployer des policiers fédéraux, son intimidation des fonctionnaires et un flot de poursuites judiciaires entraîneraient une crise constitutionnelle. Ce scénario reposait sur l'hypothèse d'un vote relativement serré, comme lors des élections de 2000 en Floride. Dans cette affaire, la Cour suprême des États-Unis était intervenue pour mettre fin au recomptage et le candidat démocrate, Al Gore a concédé la victoire à George W. Bush. Mais cette année, le scénario de Trump aurait nécessité des votes serrés non pas dans un seul État, mais dans une demi-douzaine.

Les forces anti-Trump avaient peur que Trump se déclare vainqueur après la soirée électorale et empêche le décompte des bulletins de vote. Elles ont donc appelé à des rassemblements Count Every Vote (il faut compter tous les votes !) le lendemain de l'élection et ceux-ci ont eu lieu dans des centaines de villes. Les dirigeants des syndicats les plus progressistes ont discuté de ce qu'ils pourraient faire en cas de crise constitutionnelle et ont étudié la possibilité d'une série d'actions pouvant conduire à une grève générale. Près de deux douzaines de conseils centraux du travail (instances syndicales) à travers le pays ont adopté des résolutions s'engageant à répondre à un tel appel.

Mais il n'y a pas eu de votes serrés. Même dans les swing-states (États en balance entre Républicains et Démocrates), Biden a gagné par plusieurs milliers de voix. Néanmoins, Trump a affirmé qu'il avait en fait gagné jusqu'à ce que des bulletins de vote frauduleux soient glissés dans le mélange. Les supporters républicains observant le décompte à Philadelphie et à Detroit ont affirmé que des milliers de bulletins de vote avaient été mystérieusement livrés au milieu de la nuit et que le logiciel électoral avait transféré des votes de Trump à Biden. Des actions judiciaires ont donc été engagées par les Républicains, mais en l'absence de véritables preuves, elles ont été rapidement rejetées.

Trump et les Républicains ont notamment fait tout pour bloquer la publication des résultats du Michigan. L'enjeu était la possibilité d'amener le conseil électoral du Michigan à constater une impasse afin de renvoyer l'élection à la législature locale contrôlée par les Républicains et ainsi de désigner des électeurs de Trump au collège électoral. Même dans le cas improbable et illégal où cela se serait produit, il aurait fallu que ça fasse boule de neige dans au moins deux autres États pour que Trump gagne.

En fin de compte, après divers épisodes, le conseil électoral du Michigan a voté par trois voix contre zéro (avec une abstention républicaine) pour certifier les résultats et envoyer les électeurs de Biden au Collège électoral, qui votera le 14 décembre. Sans concéder la défaite, Trump a alors accepté que la transition officielle pouvait commencer. Par la suite, Trump a publié un discours de 46 minutes décrivant comment l'élection avait été volée mais la crise constitutionnelle s'est éteinte.

Pourquoi Trump et les républicains ont-ils obtenu tant de voix ?

Au niveau national, Trump a remporté près de 74 millions de voix – 10 millions de plus qu'en 2016. Les Républicains ont maintenu leur majorité au Sénat (sous réserve des deux tours de scrutin encore à tenir en Géorgie) et ont remporté des sièges supplémentaires à la Chambre des représentants. Aucune législature d'État n'est passée d'une majorité républicaine à une majorité démocrate.

Les deux tiers de tous ceux qui ont voté pour Biden l'ont fait pour bloquer la réélection de Trump. La majorité des travailleurs syndiqués a voté pour Biden, tout comme la majorité de ceux qui gagnent moins de 100 000 dollars par an. Les Afro-Américains, Latinos, asiatiques américains et autochtones (35% des électeurs) se sont fortement prononcés pour Biden, les femmes noires étant les plus engagées avec 91% en sa faveur. Mais étant donné que le bilan de Trump, ce sont des allègements fiscaux pour les riches, une tentative de réduire les prestations de soins de santé des pauvres et des travailleurs, des nominations de fonctionnaires favorables aux entreprises au Conseil national des relations du travail, la suppression de plusieurs centaines de réglementations en matière de santé et de sécurité et un échec face à la pandémie, pourquoi tant de travailleurs ont-ils voté pour lui ?

Il y a à cela plusieurs raisons. Tout d'abord, étant donné que tous les politiciens et la plupart des dirigeants syndicaux disent d'« achetez américain », « l'Amérique d'abord » de Trump ne semblait pas aussi hors sol. De même, quand il parlait d'Afro-Américains ou d'immigrants, Trump pouvait dire aux travailleurs blancs que d'autres n'étaient pas comme eux des gens qui travaillent dur mais des types paresseux à la recherche d'un titre de séjour – comme d'autres présidents l'avaient insinué. Trump est raciste et insensible – et parfois ses partisans pensaient qu'il allait trop loin – mais il était perçu comme dirigeant une économie à faible taux de chômage, de sorte que certains ont ignoré le racisme tandis que d'autres étaient ravis qu'il dise enfin à haute voix ce qu'ils pensaient. Sur les 65 % des électeurs américains considérés comme blancs, la majorité (57 %) a voté pour Trump.

Trump a revendiqué le mérite d'une économie florissante, mais, malgré la baisse du chômage (avant la crise), le travailleur moyen gagne en pouvoir d'achat ce qu'un travailleur gagnait il y a quarante ans. Trump s'est vanté que le Dow Jones avait atteint 30 000 points ; il a souligné que c'était une performance sans précédent. Mais, d'autres chiffres – les statistiques sur la pandémie, les salaires réels, la mortalité infantile, la pauvreté, la consommation de drogue et le manque de logements abordables – révèlent une inégalité et un désespoir croissants. Le virus attaque la partie la plus vulnérable de la classe ouvrière : les personnes âgées et le personnel faiblement rémunéré qui s'occupe d'eux, les sans-abris, les prisonniers, les salariéEs des abattoirs, les ouvriers agricoles, les travailleurs des transports en commun. Les Noirs, les Latinos et les Autochtones sont quatre fois plus susceptibles d'être hospitalisés que la population blanche, et les Noirs sont deux fois plus susceptibles de mourir.

Des travailleurs et des personnes de couleur ont voté pour Trump parce qu'ils ne pensaient pas que Biden présentait une alternative concrète. Bien que Biden ait soutenu un salaire minimum horaire de 15 \$ l'heure, le cœur de sa campagne a tourné autour de l'incapacité de Trump à agir face au Covid-19. Trump pourrait avoir gagné la Floride par 370 000 voix, mais un référendum pour doubler le salaire minimum a été adopté dans cet État avec une marge encore plus grande. Biden n'aurait-il pas pu gagner la Floride s'il avait fait campagne pour augmenter le salaire minimum ?

Certains journalistes se sont demandé pourquoi Trump avait obtenu des votes de personnes de couleur. Lorsqu'un chroniqueur a demandé à un Afro-Américain qui avait voté pour Trump pourquoi il l'avait fait compte tenu de la rhétorique raciste de Trump, il a répondu en disant : « En tant qu'homme noir, je ne suis pas à l'aise avec cela, mais ce qui compte pour moi ce sont les résultats. Si on offre des opportunités aux gens, je suis d'accord avec ça, je peux vivre avec ses déclarations. J'ai

besoin de voir de l'action. »

En attendant l'investiture de Biden (le 20 janvier), Trump reste le président et le commandant en chef pour les deux prochains mois. Compte tenu de l'annonce de Biden selon laquelle il souhaite que les États-Unis rejoignent l'Accord de Paris, l'Organisation mondiale de la santé et le pacte nucléaire avec l'Iran, on soupçonne que le meurtre du scientifique nucléaire iranien Mohsen Fakhrizadeh - qualifié d'« acte criminel » par l'Union européenne - est l'un des premiers pas pour mettre en échec les futures initiatives de Biden. Qu'est-ce qui va suivre ?

Alors que la vente par Trump des droits pétroliers en Alaska semble avoir rencontré des problèmes juridiques, il a limogé son secrétaire à la Défense et mis des béni-oui-oui aux commandes. Il poursuit les exécutions fédérales pour les condamnés à mort et discute d'éventuelles grâces pour son avocat personnel, Rudolph W. Giuliani, et pour ses enfants. Un des points le plus important sur sa liste de choses à faire est de décider que les non-citoyens ne seront pas comptés dans le recensement de la population.

C'est maintenant Biden qui va diriger l'orchestre

Dès son entrée en fonction Biden fait face à une crise de santé publique combinée à une crise économique dans un pays où beaucoup refusent de porter des masques ou de prendre des distances physiques. À deux mois de leur inauguration, les hôpitaux sont presque à pleine capacité, les agents de santé épuisés et la plupart des écoles et universités publiques fonctionnent en ligne. Face au chômage, le Congrès n'a décrété aucune aide supplémentaire aux particuliers, aux petites entreprises ou aux États depuis le printemps. Lorsque le moratoire du Center for Disease Control sur les saisies immobilières s'achèvera à la fin de l'année, en plein hiver, 28 à 30 millions de locataires risquent l'expulsion.

Les 40 ans de vie politique de Biden comprennent l'opposition au transport des élèves en bus pour réduire la ségrégation des écoles, le soutien aux réductions de l'aide sociale et au projet de loi d'incarcération de masse de Bill Clinton, la défense du régime israélien et le soutien à la guerre en Irak. En 1991, en tant que président du Comité judiciaire du Sénat, il a eu une attitude scandaleuse face à Anita Hill lorsqu'elle a témoigné à l'audience pour la nomination de Clarence Thomas à la Cour suprême des États-Unis et dénoncé le harcèlement sexuel de Thomas. Bien qu'il ait exprimé ses regrets sur l'affaire, il a tenté de se frayer un chemin pour ne pas accepter la responsabilité en affirmant : « J'aurais aimé que nous puissions trouver une meilleure façon de faire avancer les choses. »

Le niveau de la crise nécessiterait une audace qui n'est pas caractéristique de Biden ou de l'équipe qu'il est en train de constituer. Certes, contrairement à l'administration Trump, les annonces de son équipe de transition concernant d'éventuelles nominations révèlent un groupe d'administrateurs beaucoup plus multiracial et expérimenté. Beaucoup sont des pneus recyclés des administrations Obama et Clinton. Jusqu'à présent, la plus « radicale » est Janet Yellen, que le New York Times qualifie de « progressiste pragmatique ». Ce qui signifie qu'elle est encline à proposer des politiques basées sur ce qu'elle sait pouvoir faire passer devant un Congrès divisé.

Biden et sa vice-présidente Kamala Harris sont des politiciens « centristes » qui, dans leurs discours de campagne, ont désavoué les initiatives audacieuses. Biden a clairement indiqué qu'il était, lui, le Parti démocrate et qu'il avait, lui, battu Bernie Sanders. Pour sa part, K. Harris a appelé un jour à mettre fin à la fracturation hydraulique, mais a changé d'avis lorsqu'elle s'est jointe à Biden, qui soutient la fracturation, et a toujours soutenu les intérêts pétroliers et bancaires.

Une bagarre a déjà éclaté au sein du Parti démocrate, alors que la droite accuse des défenseuses affirmées de la justice sociale telles que les représentantes Alexandria Ocasio-Cortez (NY), Ilhan Omar (Minnesota) et Rashida Tlaib (Michigan) d'être responsables de l'échec d'une vague électorale démocrate par leur rhétorique de gauche. La réalité est que les démocrates du Congrès indépendants d'esprit – bien que rejoints par Cori Bush (Missouri) et Jamaal Bowman (NY) qui viennent d'être élus – sont des acteurs marginaux du parti (Bernie Sanders travaille avec les Démocrates mais il reste indépendant).

Sanders a souligné que ce n'est qu'en mettant en œuvre des politiques qui amélioreront directement la vie des travailleurs que ces crises pourront être surmontées, et la crise environnementale qui a conduit à la pandémie en premier lieu. Sans un programme multiforme qui donne la priorité aux besoins de la majorité, les crises actuelles vont effectivement s'aggraver. Ce qui, à son tour, pourrait permettre l'essor d'une autre personnalité autoritaire, peut-être plus habile que Trump, qui promettra de restaurer la « grandeur » de l'Amérique.

La profondeur des crises conduira-t-elle l'administration Biden-Harris au-delà de son programme, de son instinct centriste et de l'équipe qu'elle est en train de constituer ? C'est difficile à imaginer. Le seul espoir est que la lutte multiraciale initiée par la jeunesse noire après la mort de George Floyd continue de prospérer. L'appel à « Black Lives Matter » et à « defunding the police » (arrêter de financer la police) touche au cœur d'un appareil d'État de sécurité violent et exige plutôt l'utilisation des ressources pour les besoins humains.

Dianne Feeley

P.-S.

• Revue L'Anticapitaliste n°121 (décembre 2020). Publié le Mercredi 9 décembre 2020 à 17h21 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/les-etats-unis-font-face-des-cris-es-imbriquees>